

L'autre face du problème

LA DEMANDE EN ARMES LÉGÈRES

Ce chapitre livre un bilan du débat qui se développe actuellement sur la demande en armes légères, et offre des directions pour les recherches et politiques futures. Il montre que la réduction de la demande en armes à feu pourrait s'avérer aussi importante, sinon plus, que la collecte de ces mêmes armes. Plaçant la question de la réduction de la demande au carrefour de la sécurité et du développement, le chapitre s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle les efforts visant à réduire les inégalités socio-économiques peuvent contribuer à établir une sécurité durable.

Avant tout, le chapitre cherche à faire naître des idées applicables dans la pratique qui puissent renforcer les mesures concrètes visant à réduire la violence et contrôler les armes. Il est peu probable que des mesures ayant pour but d'affaiblir l'offre en armes puissent réussir sur le long terme si la demande pour ces mêmes armes reste constante. Le chapitre puise dans les conclusions préliminaires d'un projet qui tente d'explorer en détail la demande en armes légères et qui a été initié par le Small Arms Survey et différents partenaires.

La demande est de plus en plus considérée comme faisant partie intégrante du contrôle des armes et du désarmement. Si la prise de conscience de son importance a été longue à émerger au sein des négociations multilatérales, les acteurs de terrain ont de leur côté commencé depuis un moment déjà à intégrer dans leur travail, au moins de façon implicite, la question de la demande. Ce chapitre fournit une vue générale du débat actuel sur la demande en armes légères et propose un certain nombre de leçons tirées des recherches empiriques menées sur ce sujet au Brésil, en Colombie, en Papouasie-Nouvelle Guinée, dans les îles Salomon et en Afrique du Sud.

Le chapitre pose les questions suivantes :

- Quels sont les éléments constitutifs de la demande en armes légères ?
- Comment ces éléments ont-ils été pris en compte dans les politiques spécifiques qui ont été adoptées ?
- Comment une perspective de la demande peut-elle être intégrée durablement à la pratique actuelle du contrôle des armements ?

Une femme dépasse un poste mobile de collecte d'armes à Rio de Janeiro, Brésil, en novembre 2004. La pancarte indique : 'Finissez-en avec votre arme avant qu'elle n'en finisse avec vous'. © Douglas Harrison Engle/WPN



**ACABE COM SUA ARMA
ANTES QUE ELA
ACABE COM VOCÊ.**

 Telefone para contato **21 2555-3777**
Acesse www.armanao.com.br, www.vivario.org.br

Ce chapitre conçoit la demande en armes légères comme une fonction des motivations et des moyens. Du côté des motivations, une *préférence profonde* pour la sécurité, par exemple, peut être satisfaite par une *préférence dérivée* consistant en l'acquisition et l'utilisation d'une arme : elle peut cependant être satisfaite par d'autres moyens tels que le recours aux institutions étatiques de sécurité, ou à une police communautaire. Une politique complète de désarmement doit avoir pour but d'amener les individus à préférer la seconde solution. Du côté des moyens, on trouve les *ressources* et les *prix*, sur lesquels des interventions politiques appropriées peuvent avoir une influence.

La mise en perspective de ce modèle théorique avec les études de cas menées au Brésil, en Colombie, en Papouasie-Nouvelle Guinée, dans les îles Salomon et en Afrique du Sud permet de mettre en avant, dans le chapitre, les conclusions suivantes :

- La demande en armes légères peut être décrite comme l'autre face du problème des armes légères. Une analyse du contrôle des armes légères qui se limiterait à une perspective orientée uniquement sur la question de l'offre risquerait d'aboutir à une incompréhension du problème et à des diagnostics erronés.
- La demande peut être comprise comme étant le résultat de l'interaction entre les motivations (profondes et dérivées) et les moyens (prix et ressources). Si les interventions visant à réduire la demande ne prennent pas ces facteurs en compte, elles risquent d'échouer.
- La conception, la mise en œuvre, le contrôle et l'évaluation des interventions pour réduire le nombre d'armes légères en circulation doivent adopter une perspective qui inclut la question de la demande. Les réussites en matière de réduction des armes sont souvent basées localement, prennent en compte le contexte politique et social, encouragent les partenariats entre public et privé, et adoptent une approche flexible et participative.
- Davantage de recherches empiriques sur la réduction de la demande en armes légères sont nécessaires. En parallèle, il convient de tirer les leçons des nombreuses interventions aussi dynamiques qu'innovantes qui ont lieu à travers le monde, et les faire mieux connaître.

Ce chapitre conclut en particulier que les programmes de DDR, de contrôle des armements, et de réduction de la violence doivent également prendre en compte la question des préférences. Tandis que les programmes de rachat des armes peuvent avoir indirectement une influence sur les moyens disponibles en faisant augmenter le prix relatif des armes à feu, ils doivent –s'ils souhaitent obtenir des résultats– être complétés par des mesures dont le but explicite est de changer les préférences dérivées. La demande individuelle peut être réduite par le biais des législations nationales sur le contrôle des armes à feu, combinées avec des campagnes de désarmement et de sensibilisation citoyenne, comme dans les cas du Brésil et de la Colombie. La pression sociale peut également inciter les membres d'une société donnée à se passer d'armes à feu, comme cela a été le cas en Papouasie-Nouvelle Guinée, dans les îles Salomon et en Afrique du Sud.

Les études de cas montrent que les programmes d'intervention fonctionnent au mieux lorsqu'ils sont conçus de la base vers le sommet, de façon à faire participer l'ensemble des acteurs concernés. Dans ces cas précis, les populations concernées doivent sentir que le programme d'intervention leur appartient si l'on veut qu'il réussisse. Les partenariats entre le gouvernement et la société civile sont également d'une importance fondamentale pour la mise en œuvre efficace des programmes de réduction de la demande, comme en atteste l'exemple du projet des Gun Free Zones (Zones sans armes) sud-africain. Une approche participative peut permettre d'identifier les préférences dérivées qui satisferont les préférences profondes sans faire intervenir les armes à feu. ■